

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° AP-2021-42-DREAL**

**PORTANT PROLONGATION DU DELAI DE LA PHASE D'EXAMEN D'UNE DEMANDE  
D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE**

---

**SAS CARRIERE DE LA SAVINE**

---

Commune de Morbier (39400)

---

**LE PRÉFET DU JURA**

**VU** le Code de l'environnement, notamment le 4° de son article R. 181-17 ;

**VU** le Code des relations entre le public et l'administration ;

**VU** le Code de justice administrative, notamment son Livre IV ;

**VU** l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;

**VU** la demande d'autorisation environnementale présentée en date du 15 juillet 2020 et complétée le 9 septembre 2020 par la société CARRIERE DE LA SAVINE pour l'exploitation d'une carrière de roches massives sur le territoire de la commune de MORBIER ;

**VU** l'accusé de réception de la demande susvisée en date du 11 septembre 2020 ;

**VU** la saisine de l'autorité environnementale en date du 23 octobre 2020 ;

**VU** la demande de compléments du 4 décembre 2020 suspendant le délai de la phase d'examen ;

**VU** le dépôt par la société CARRIERE DE LA SAVINE des compléments à la demande susvisée en date du 14 septembre 2021 ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation environnementale en application des dispositions du Chapitre unique du Titre VIII du Livre Ier du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article R. 181-17 du Code de l'environnement, le délai de la phase d'examen de la demande du 15 juillet 2020 susvisée est fixé à 5 mois à compter de la date de délivrance de l'accusé de réception du 11 septembre 2020;

**CONSIDÉRANT** que le délai de la phase d'examen de la demande d'autorisation environnementale susvisée a été suspendu du 4 décembre 2020 au 14 septembre 2021, qu'il restera 69 jours pour mener l'examen du dossier après le dépôt des compléments en réponse à la demande du 4 décembre 2020 susvisée, et que sur la base de ces seuls éléments la date théorique de la fin de la période d'examen est portée au 22 novembre 2021 ;

**CONSIDÉRANT** que l'autorité environnementale a été saisie le 23 octobre 2020 et qu'elle dispose de 2 mois pour formuler son avis, soit jusqu'à 19 jours après le dépôt des compléments en réponse à la demande du 4 décembre 2020 susvisée ;

**CONSIDÉRANT** que conformément à l'article R. 181-17 du Code de l'environnement susvisé, le préfet peut prolonger le délai de la phase d'examen pour une durée d'au plus quatre mois lorsqu'il l'estime nécessaire pour des motifs dont il informe le demandeur ;

**CONSIDÉRANT** que le délai de la phase d'examen nécessite d'être prolongé de 2 mois compte tenu de l'impossibilité de mener l'examen de ce dossier notablement modifié dans le délai restant ;

**CONSIDÉRANT** que cette prolongation du délai de la phase d'examen se justifie également par l'impossibilité de recueillir l'avis de l'autorité environnementale dans le délai restant sur un dossier notablement modifié ;

**SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture ;

## ARRETE

### **ARTICLE 1 – Sursis à statuer**

Le délai de la phase d'examen visé à l'article R. 181-17 du Code de l'environnement dans lequel le préfet doit examiner la demande d'autorisation environnementale susvisée du 15 juillet 2020, complétée le 14 septembre 2021 est prolongé de 2 mois.

Le délai de consultation de l'autorité environnementale est prolongé de 2 mois.

### **ARTICLE 2 – Notification et publicité**

Le présent arrêté est notifié à la société CARRIERE DE LA SAVINE.

En vue de l'information des tiers, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Jura pendant une durée minimale d'un mois.

### **ARTICLE 3 - Voies de recours**

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Besançon.

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la présente décision leur a été notifiée.

2° Par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de la dernière formalité de publication accomplie.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **ARTICLE 4 - Exécution et ampliation**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Jura et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Fait à Lons-le-Saunier, le **28 SEP. 2021**

LE PRÉFET

Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général

Justin BABILOTTE

